



Les comptes régionaux en 2009 : la Lorraine, première région économique du Grand Est

■ Justin BISCHOFF

Avec 54 milliards d'euros de PIB, soit 2,9% du PIB français, la Lorraine conserve la place de leader du Grand Est devant l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté et Champagne-Ardenne. Pourtant, la richesse produite par emploi est beaucoup moins favorable à la Lorraine. Moins présente dans des secteurs d'avenir comme l'information et la communication, elle souffre d'une surréaction aux tendances baissières de la croissance et d'un amortissement des rebonds, du fait notamment de son tissu productif.

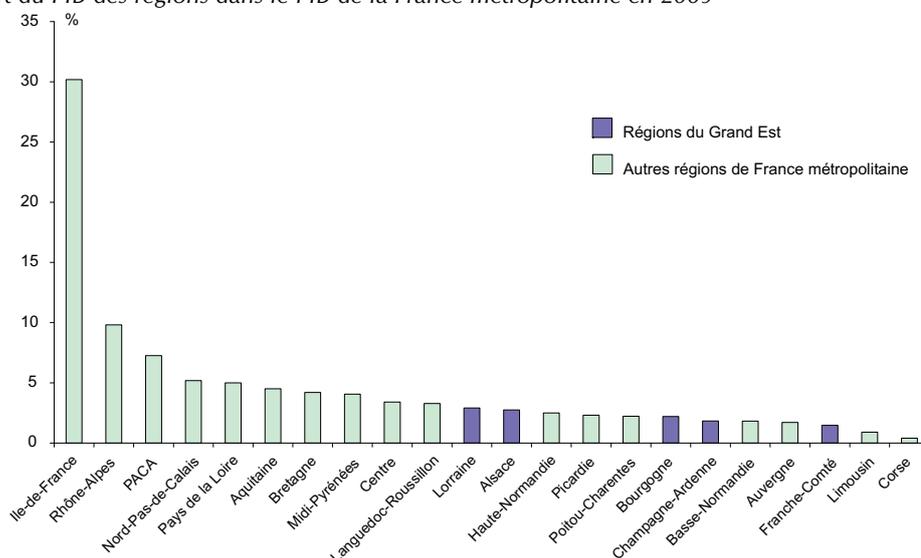
La Lorraine, avec un PIB de 54 milliards d'euros en 2009, pèse 2,9% du PIB de la France métropolitaine. Elle se place ainsi en position médiane parmi les régions françaises. En effet, si la Lorraine se situe très en deçà des grandes régions de province, comme Rhône-Alpes (9,8% du PIB de la France) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (7,3%), elle se situe au-delà des régions plus modestes, comme le Limousin (0,9%) et la Corse (0,4%). Dans le concert des ré-

gions françaises, l'Île-de-France domine économiquement puisqu'elle crée, à elle seule, 30,2% du PIB de la France métropolitaine.

La Lorraine assure sa suprématie sur les régions du Grand Est, puisqu'elle devance, en part du PIB de la France, les quatre autres régions du Grand Est que sont l'Alsace, la Bourgogne, la Champagne-Ardenne, ainsi que la Franche-Comté. Le bon positionnement de la

La Lorraine ne doit qu'à sa taille d'être le premier PIB du Grand Est

Part du PIB des régions dans le PIB de la France métropolitaine en 2009



Source : Insee, Comptes régionaux en base 2005

Lorraine parmi les régions françaises s'explique, au moins en partie, par la taille de la région. La Lorraine est au 11^{ème} rang des régions françaises, pour la population ; au 13^{ème}, pour la superficie.

La Lorraine en reconversion

La Lorraine est finalement une région peu éloignée de la moyenne des 22 régions de métropole avec 4,3% du territoire national pour 3,8% des habitants. Historiquement, la Lorraine tirait son dynamisme de trois sources : la sidérurgie, les activités extractives (houille et charbon) et une forte représentation de l'emploi public (militaire notamment). Ces trois atouts sont depuis plusieurs décennies en net déclin, handicapant la croissance régionale. Aujourd'hui, la région est tournée vers d'autres secteurs comme l'automobile, l'industrie manufacturière, la plasturgie, les entreprises de la filière bois. Pour s'assurer certains avantages comparatifs dans la compétition économique mondiale, la Lorraine favorise sur son sol la recherche scientifique, par trois pôles de compétitivité, la recherche étant l'étape en amont indispensable à l'innovation, laquelle est un puissant moyen d'accroître la compétitivité-qualité (c'est-à-dire la compétitivité hors-prix). La région tisse aussi des liens économiques et commerciaux avec les régions européennes voisines. Elle tire avantage de sa situation géographique pour abriter plus de 101 200 navetteurs frontaliers.

La faiblesse de la création de richesses par Lorrain

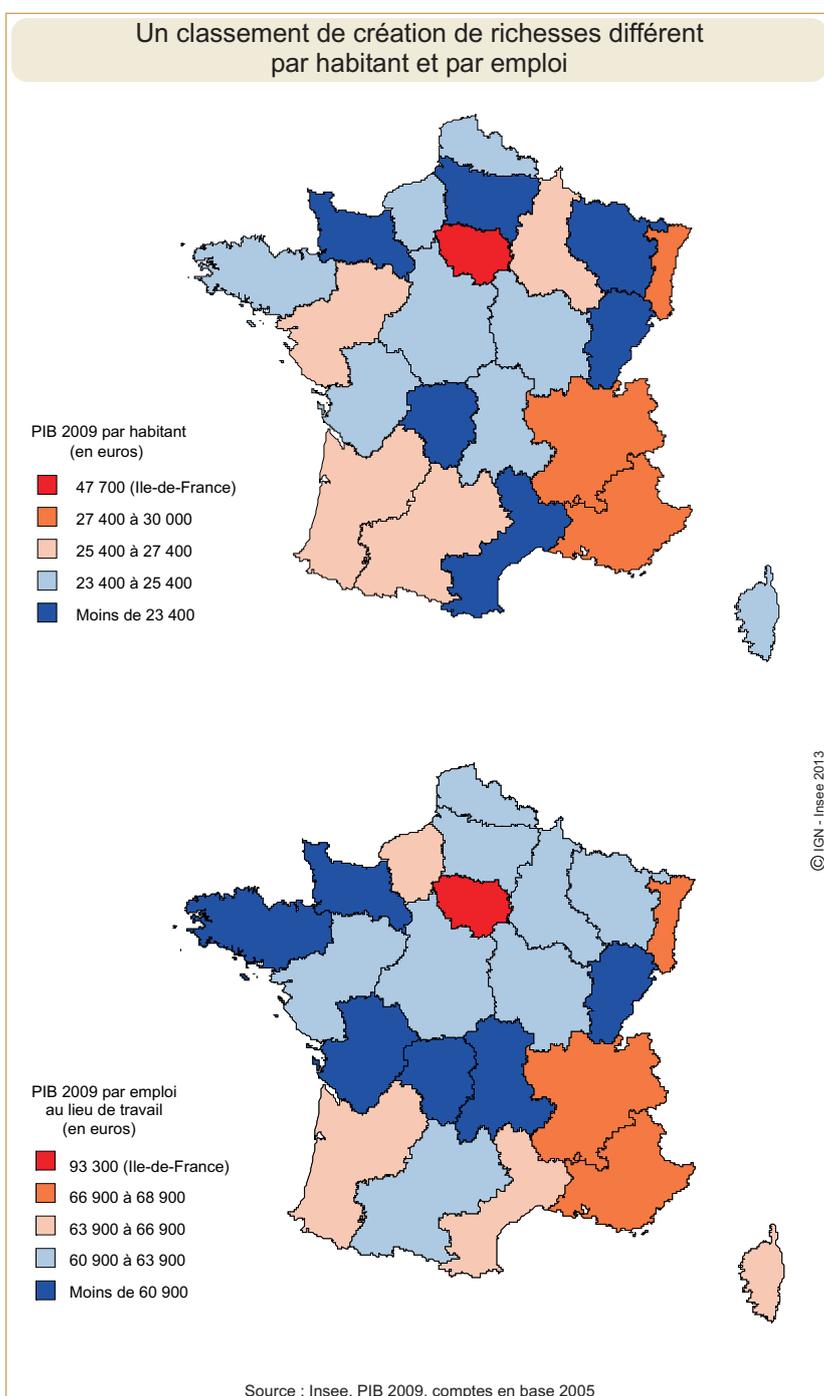
La Lorraine est mal positionnée parmi les régions françaises en termes de PIB par habitant, puisque selon ce critère, elle n'est que la 19^{ème} région, avec une valeur de 22 970 euros. Le PIB par habitant est de 23% inférieur en Lorraine à ce qu'il est en France, où il s'élève à 29 650 euros. Selon ce critère de la création de richesses par habitant, la Lorraine est devancée par les quatre autres régions du Grand Est, l'Alsace étant en tête (27 630 euros, 3^{ème} région métropolitaine). L'écart avec la province (France de métropole hors Ile-de-France) reste en défaveur de la Lorraine. Le PIB

par habitant s'établit à 25 490 euros en province, soit 10% de plus que la région.

Cette mauvaise performance de la Lorraine en termes de PIB par habitant trouve d'abord son origine dans l'insuffisance de son PIB par emploi. En tenant compte de ce ratio, la Lorraine est en 13^{ème} position des régions, avec une valeur de 63 000 euros, soit un écart de 11% en dessous de la moyenne française. Parmi les régions du Grand Est, la Lorraine est dépassée par deux régions : l'Alsace et la Champagne-Ardenne.

Plusieurs raisons peuvent être à l'origine de ce décrochage par habitant alors que la région a un positionnement par emploi plus flatteur. Le taux d'emploi de la population (des 15-64 ans) des quatre autres régions du Grand Est est, comme celui de la France, nettement supérieur au taux lorrain. Celui-ci ressort à 62,1% contre 63,1% en France de province. Il est même de 65,5% en Alsace.

Le bas taux d'emploi au lieu de travail de la population de la Lorraine est dû en grande partie à l'importance des résidents lorrains travaillant dans les pays limitrophes (Luxembourg, Bel-



gique, Allemagne). Si le phénomène frontalier peut être considéré comme un bénéfice pour la Lorraine, cette force de travail employée à l'extérieur de la région ne contribue que partiellement à la création de richesses économiques dans la région. Autre raison, le positionnement sectoriel de la Lorraine qui entraîne un effet de structure défavorable à la région.

Une spécialisation de la région dans les secteurs à moindre valeur ajoutée

L'activité tertiaire, qui fournit des services, représente les trois-quarts de la valeur ajoutée brute totale lorraine. Trois activités tertiaires dominent en Lorraine : «Administration, enseignement, santé» (27,4%) ; «Activités immobilières» (14,4%) ; «Commerce ; réparation d'automobiles» (11,3%). L'importance du poids des services publics en Lorraine est attestée par d'autres indicateurs. Ainsi, la Lorraine est une des régions françaises les mieux dotées dans le secteur de l'éducation. Par exemple en termes de nombre de professeurs dans l'enseignement secondaire, l'académie de Nancy-Metz n'est devancée que par trois académies en France métropolitaine. La part importante des activités immobilières dans la valeur ajoutée brute totale reflète plutôt un effet-prix, c'est-à-dire le niveau élevé des loyers, qu'un effet-volume, c'est-à-dire le nombre de logements loués. Cette caractéristique se retrouve également au niveau national.

L'activité primaire regroupe l'agriculture d'une part, la production et la préservation des ressources naturelles d'autre part. Elle représente à peine 5% de la valeur ajoutée brute totale en Lorraine. L'activité secondaire transforme les biens produits par l'activité primaire : elle contribue à un cinquième de la valeur ajoutée brute totale de la région. L'activité secondaire comprend notamment l'industrie manufacturière, laquelle représente 14% de la valeur ajoutée brute totale lorraine.

Une structure productive moins créatrice de richesses

Par rapport à la France métropolitaine, le secteur de la fabrication

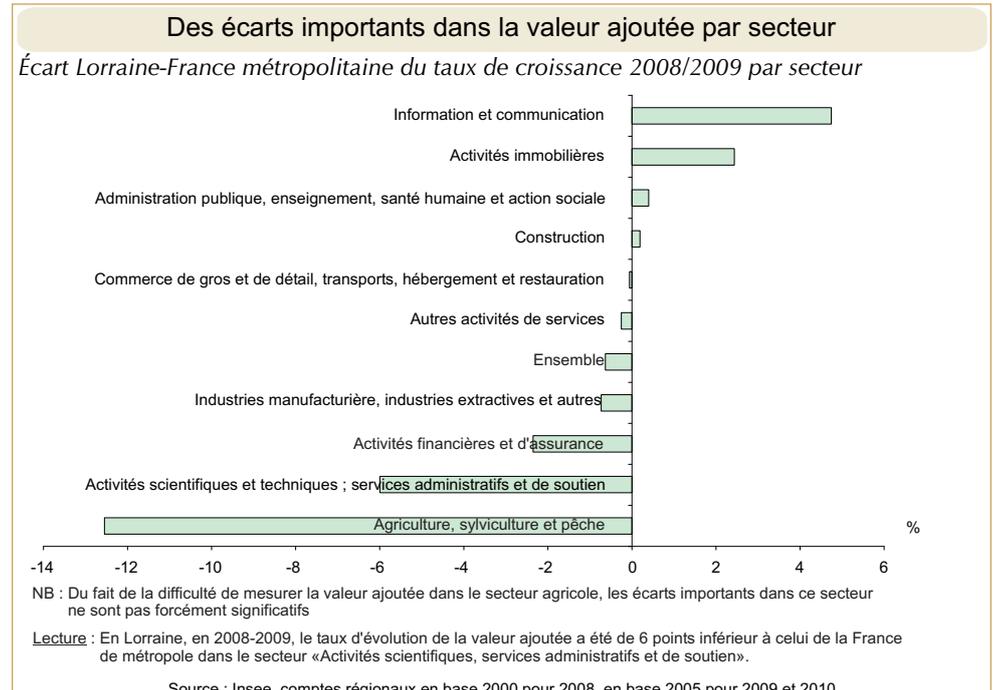
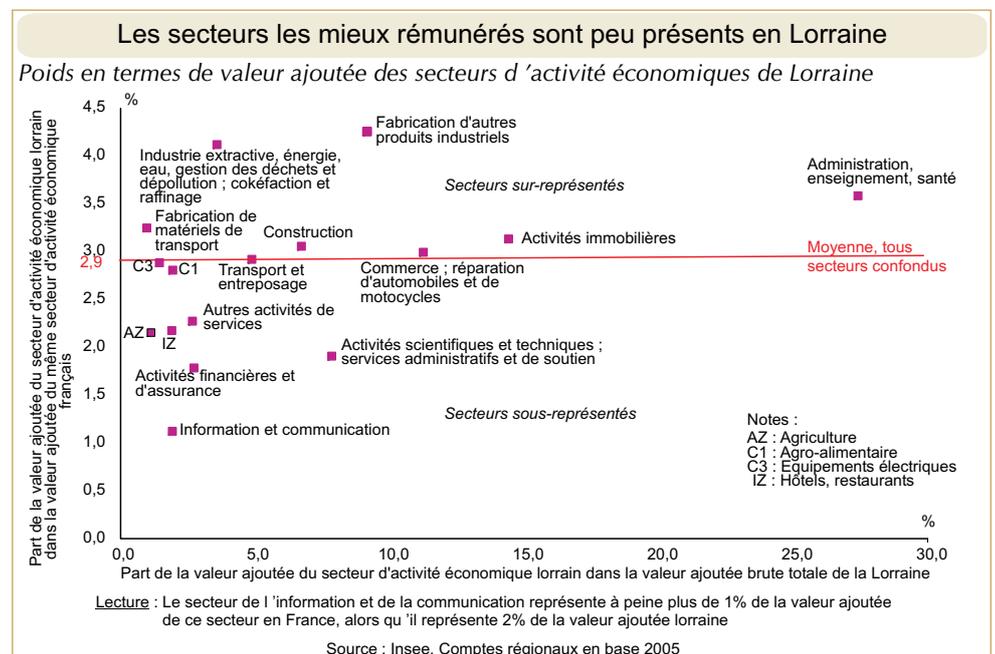
d'autres produits industriels est le plus sur-représenté en Lorraine. Le secteur des industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution ; cokéfaction et raffinage est lui aussi sur-représenté en Lorraine, mais dans une moindre mesure. Le secteur de l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale est lui aussi sur-représenté, mais plus faiblement que le secteur des industries extractives.

Le secteur information et communication est le plus sous-représenté, à cause de la domination écrasante de l'Île-de-France. Cette région crée 62,4% de la valeur

ajoutée brute nationale du secteur. Or, ces secteurs de pointe sont ceux qui génèrent une très forte valeur ajoutée et sont porteurs d'emplois hautement qualifiés.

La Lorraine pâtit donc d'un «désavantage structurel» de son tissu productif, moins tourné vers les secteurs produisant de fortes valeurs ajoutées.

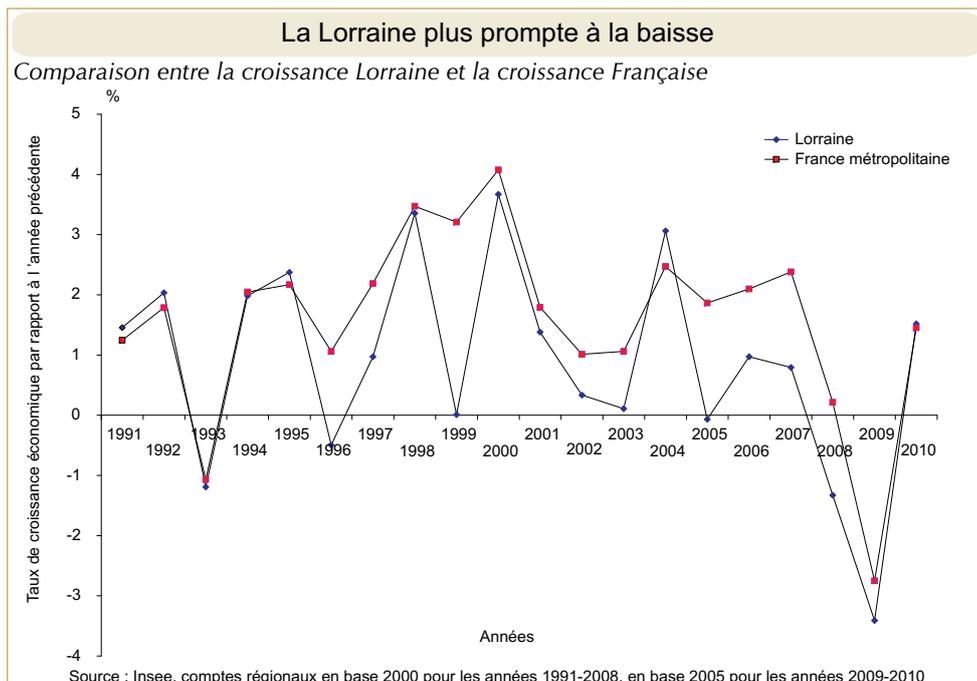
Reste, l'existence probable d'un écart de productivité sectoriel (à part et taille de secteur équivalentes, deux régions peuvent enregistrer des productivités différentes selon les sous-secteurs qui les composent) qui n'est pas mesurée dans la présente étude.



En tendance, moindre croissance en Lorraine qu'en France

Durant les deux décennies 1990-2010, la croissance économique est moins forte en Lorraine qu'en France métropolitaine. En effet, d'une part lorsque l'activité économique ralentit en France, elle ralentit plus vite en Lorraine. D'autre part, l'affirmation symétrique n'est pas vraie, car lorsque l'activité économique s'accélère en France, l'accélération est moindre en Lorraine.

À long terme, le différentiel de croissance de la Lorraine par rapport à la France est donc en défaveur de la première. Ce différentiel tient d'abord à la structure productive de la Lorraine, et notamment à une spé-



Perspectives pour 2010

Les premières évolutions (provisoires) qui se dessinent pour 2010 laissent entrevoir des perspectives d'évolution plus modestes des valeurs ajoutées lorraines. Seuls l'agriculture, l'énergie, les transports ou une partie des services semblent avantager la Lorraine.

Branche	Montant en 2009		Répartition par branche en 2009		Évolution 2008-2010	
	Lorraine	France métropolitaine	Lorraine	France métropolitaine	Lorraine	France métropolitaine
Agriculture, sylviculture et pêche	551	25 559	1,1%	1,5%	6,5%	2,9%
Industries manufacturière, industries extractives et autres	8 323	219 321	17,1%	13,1%	-6,8%	-5,8%
Dont : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1 738	40 720	3,6%	2,4%	13,5%	7,3%
Dont : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	943	33 307	1,9%	2,0%	-13,0%	-12,6%
Dont : Cokéfaction et raffinage	5	1 573	0,0%	0,1%	-132,8%	13,9%
Dont : Fabrication d'équipements électriques, informatiques ; fabrication de machines	704	24 380	1,4%	1,5%	-22,4%	-17,5%
Dont : Fabrication de matériels de transport	476	14 640	1,0%	0,9%	1,3%	1,1%
Dont : Fabrication d'autres produits industriels	4 458	104 701	9,2%	6,3%	-10,3%	-6,7%
Construction	3 270	106 937	6,7%	6,4%	-9,3%	-6,7%
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	8 775	306 643	18,0%	18,4%	-1,9%	0,1%
Dont : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	5 475	182 818	11,3%	11,0%	0,4%	0,5%
Dont : Transport et entreposage	2 373	81 248	4,9%	4,9%	-7,9%	-1,4%
Dont : Hébergement et restauration	927	42 577	1,9%	2,6%	1,2%	1,3%
Information et communication	937	83 465	1,9%	5,0%	-8,3%	-0,3%
Activités financières et d'assurance	1 328	74 407	2,7%	4,5%	31,1%	33,8%
Activités immobilières	7 018	223 956	14,4%	13,4%	-6,9%	-3,5%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	3 819	200 106	7,8%	12,0%	-13,0%	-4,3%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	13 336	371 950	27,4%	22,3%	2,7%	5,8%
Autres activités de services	1 299	57 122	2,7%	3,4%	8,5%	2,7%
Total	48 655	1 669 464	100,0%	100,0%	-2,8%	0,3%

< France métropolitaine > France métropolitaine

Source : Insee, Comptes régionaux en base 2005

Savoir plus :

- À la recherche des déterminants de la croissance locale, Économie Lorraine N°161-62, mars 2009.

Site Internet :
www.insee.fr



Insee
Institut National de la Statistique
et des Études Économiques
Direction Régionale de Lorraine
15, rue du Général Hulot
CS 54229
54042 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 91 85 85
Fax : 03 83 40 45 61
www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Christian TOULET
Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE
Bertrand KAUFFMANN
Jean-Jacques PIERRE

RESPONSABLE ÉDITORIALE
ET RELATIONS MÉDIAS
Brigitte VIENNEAUX

RÉDACTRICE EN CHEF
Agnès VERDIN

RÉALISATION DE PRODUITS
ÉDITORIAUX
Édith ARNOULD
Marie-Thérèse CAMPISTROUS

ISSN : 0293-9657
© INSEE 2013

cialisation sectorielle défavorable, avec la présence d'industries très impactées au siècle dernier et par la crise récente. S'y ajoutent des facteurs spécifiquement régionaux, tels

par exemple le niveau de l'éducation, qui est moindre en Lorraine. Ainsi, la part des jeunes diplômés du supérieur est inférieure de 2 points à la part française.

Définitions

Le **produit intérieur brut (PIB)** est ce que produit l'économie d'un pays ou d'une région (nommé ci-après R). Il mesure la valeur totale des biens économiques produits et des services économiques rendus sur le territoire de R pendant une année. Afin d'éviter les doubles comptes, le PIB_R (Produit Intérieur Brut de R) n'est pas calculé à partir de la somme des valeurs des productions des entreprises de R mais la somme des valeurs ajoutées des dites entreprises. Finalement, le PIB_R se calcule de la manière suivante :

$$\text{PIB}_R =$$
$$\begin{aligned} & \text{Valeur ajoutée brute totale des entreprises de R} \\ & + \text{droits et taxes sur les produits} \\ & - \text{subventions sur les produits.} \end{aligned}$$

La **valeur ajoutée** est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

On peut alors calculer différents ratios.

Le PIB_R par habitant est un indicateur de la richesse économique potentielle par habitant de R

$$\text{PIB}_R \text{ par habitant} = \text{PIB}_R / \text{POP}_R$$

où POP_R : taille de la population résidant dans R.

De même, on peut calculer le PIB par emploi. Le PIB_R par emploi est un indicateur de la productivité apparente du travail de R. La productivité du travail ainsi calculée est dite apparente, car elle est fonction également de l'outil de production, en qualité et en quantité, sur lequel s'applique le travail.

$$\text{PIB}_R \text{ par emploi} = \text{PIB}_R / \text{EMPLT}_R$$

où EMPLT_R : Emploi total au lieu de travail de R, c'est-à-dire le nombre des personnes travaillant dans R qu'elles y résident ou non.

Les données statistiques

La majorité des statistiques citées sont relatives à l'année 2009, et sont puisées dans le compte régional définitif de 2009, c'est-à-dire relatif à l'année 2009. Pour mener à bien une étude structurelle, il est préférable d'utiliser le compte régional définitif le plus récent, celui de 2009, plutôt que le compte régional provisoire le plus récent, celui de 2011, car, par définition, le premier est statistiquement plus robuste que le second, ce dernier pouvant être l'objet d'importantes révisions dans un proche avenir.

Le système de révision et de publication des comptes régionaux peut se schématiser de la façon suivante :

	Année calendaire n	Année calendaire n+1	Année calendaire n+2	
Année de référence des comptes régionaux définitifs	n - 4	n - 3	n - 2	etc.
Année de référence des comptes régionaux semi-définitifs	n - 3	n - 2	n - 1	
Année de référence des comptes régionaux provisoires	n - 2	n - 1	n	